

**FICHE INDIVIDUELLE A DESTINATION DES SERVICES D'EAU
PARTICIPANT A L'ETUDE CEP
DONNEES 2011**



Nom de la collectivité : Montchaboud

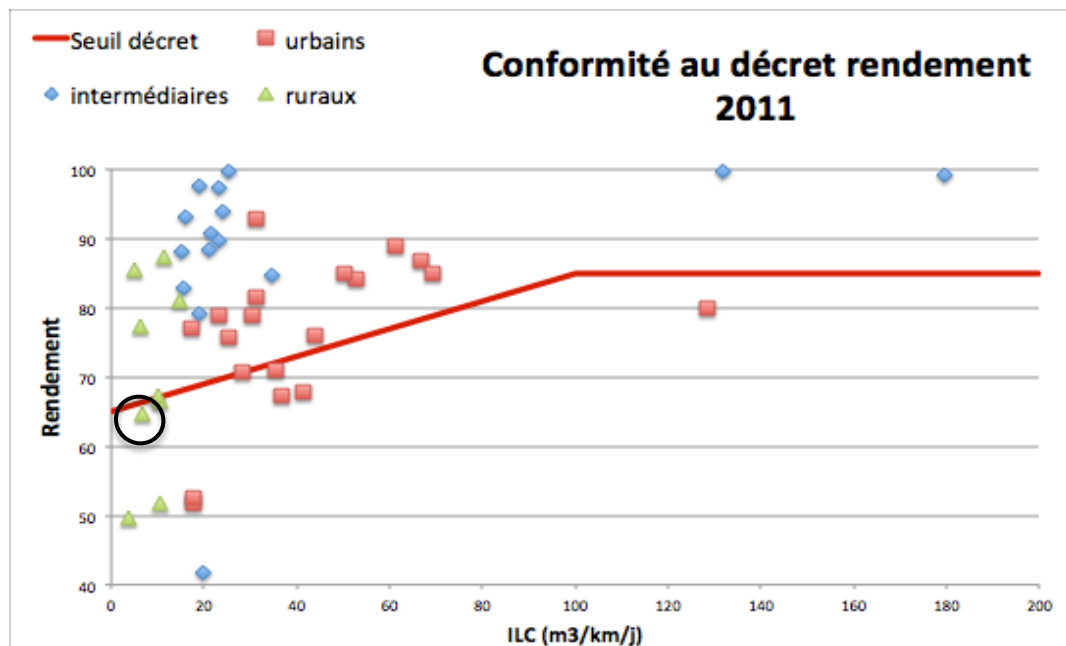
Type de collectivité : Commune

Les données présentées ci-dessous ont été renseignées par le service d'eau potable sauf celles marquées d'un astérisque « * ». Celles-ci ont été calculées à partir des données renseignées par les services, voir notice explicative.

COLLECTIVITE	PERIMETRE CEP
Généralités Abonnés : 147 ILC : 6,9 m ³ /km/j Habitants : 366 Densité habitants* : 75 hab/km Mode de gestion : <i>prestation de service</i> Branchements : 140 Date de règlement de service : 2011 Volume entrant: 19 Mm ³ Volume facturé: 12,3 Mm ³ Installation de traitement : <i>non</i> Linéaire de réseau : 4,9 km	Abonnés CEP : 170.733 Habitants CEP : 467.591 Linéaire total : 2.145 km Branchements : 98.355 Volume facturé : 30,2 millions m ³
Gestion Patrimoniale Ouvrages : 1 captage, 1 interconnexion Nombre total de compteurs : 147 Pourcentage de compteurs +12 ans : 74,8 % Linéaire renouvelé sur 5 ans : 0,8 km Pourcentage moyen renouvelé par an* : 3,27 % Connaissance de l'âge des réseaux : <i>non</i>	Compteurs CEP : 173.954 % CEP (+12ans) : 37,1 % moyenne CEP : 1%/an moyenne nationale 2009 : 0,6%/an
Performance Rendement* : 64,7 % Indice Linéaire de Pertes* : 3,7 m ³ /km/j	Rendement CEP : 79,1 % ILP CEP : 12,0 m ³ /km/j
Décret "rendement" : Niveau de connaissance du patrimoine : <i>non disponible/100</i> Seuil de rendement imposé par le décret* : 66,4 % Rendement 2011 : 64,7 % rendement lissé sur 3 ans* : 66,7 % <i>Graphe de conformité des rendements en p2</i>	Moyenne CEP : 61/100 pts Seuil décret CEP : 72,8 % Rendement CEP : 79,1 % Rendement CEP lissé : 78,4 %
Branchements en plomb : Nombre de branchements en plomb restant connus : 0 Evaluation du coût de remplacement* : 0 € Estimation par le service d'eau de la fin des travaux : <i>immédiate</i>	Nombre CEP : 4.506 Total CEP : 9.787 k€
Données financières Recettes réelles totales de fonctionnement 2010: 39,4 k€ Capacité d'autofinancement nette 2010* : 3 k€ Durée d'extinction de la dette 2011* : 5,5 ans Prix 2010 du service d'eau potable (base 120m ³) : 1,36 €/m ³ Evolution du prix depuis 2008* : +13 % <i>Graphique d'analyse p2.</i>	CAF CEP : 9.000 k€ Extinction dette CEP : 5,4 ans Prix moyen CEP : 1,14 €/m ³ Evolution CEP : +14,8 % Prix moyen national : 1,55€/m ³ (2009)

* calcul CEP, voir notice explicative

Graphique 1 : Conformité des rendements de 2011 par rapport aux exigences du décret



Montchaboud est entourée.

Elle est à interpréter au regard des réseaux de typologie rurale (triangles verts). En 2011 son rendement était de 64,7% et était inférieur de 11 points au seuil imposé par le décret "rendement". En 2008 (pas sur le graphique), son rendement était de 67,7%. Le rendement a donc légèrement diminué en quelques années.

En 2011, le niveau de rendement ne satisfaisait pas aux exigences réglementaires. Le décret autorise aux services à proposer un rendement lissé sur 3 ans. Celui-ci (2008-2011) permet à Montchaboud d'être tout juste conforme (66,7%).

On notera que le rendement traduit moins l'état du réseau que les consommations de ses usagers. Pour mesurer la performance en matière de fuites, l'ILP est plus approprié, puisqu'il estime les pertes sur le réseau. L'ILP de Montchaboud est de 3,7 m³/km/j, et semble stable depuis quelques années (3,5 m³/km/j en 2008). En 2011, le réseau de Montchaboud présentait donc des fuites de faible importance.

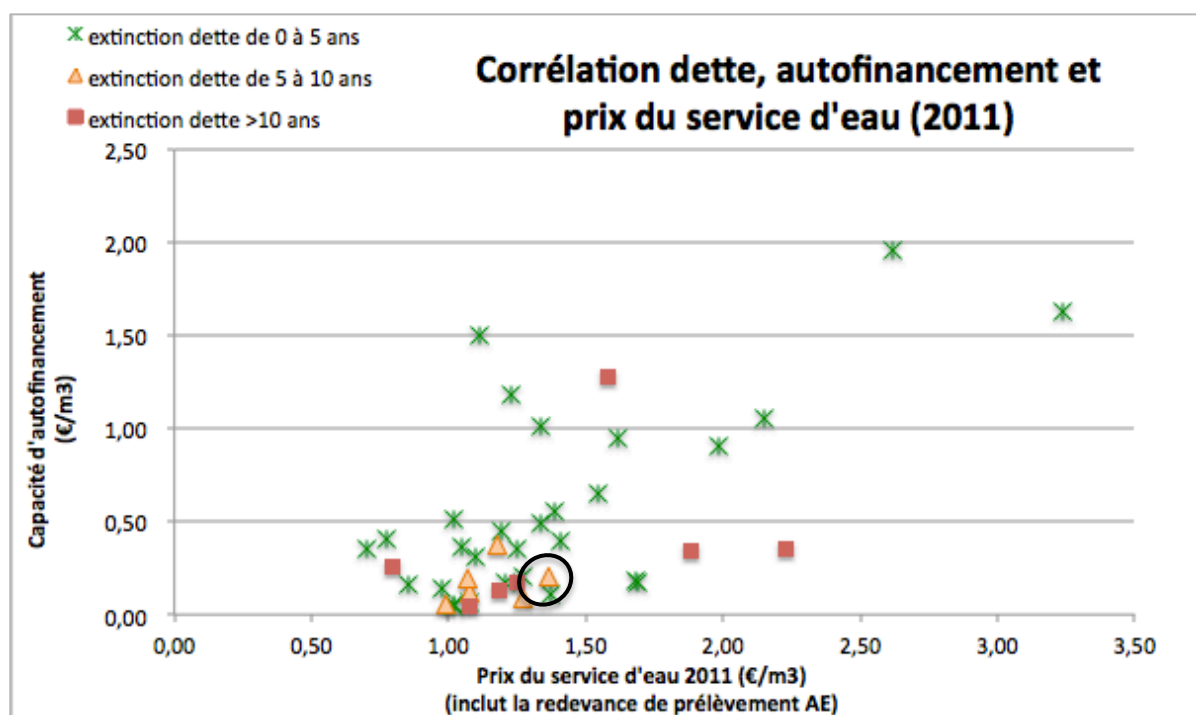
Outre l'amélioration de la performance, le service d'eau de Montchaboud peut consacrer ses efforts à d'autres priorités que la recherche de fuites.

On peut envisager l'amélioration du degré de connaissance du réseau. Cette donnée n'est pas connue précisément par la CEP, il s'avère cependant que le service n'a pas connaissance de l'âge ou de la période de pose de ses conduites.

Outre l'enjeu réglementaire que constitue désormais la connaissance du patrimoine avec le décret "rendement", cette connaissance permet à de nombreux services d'eau d'identifier les zones fragiles car vieillissantes du réseau d'eau et d'anticiper les futurs pics de renouvellement grâce à une pyramide des âges.

Enfin, le service présente un parc de compteur vieillissant (3 compteurs sur 4 ont plus de 12 ans). Cela peut provoquer des problèmes de sous-comptage qui peuvent contribuer à diminuer faussement le rendement du réseau.

Graphique 2 : Dette, autofinancement, prix du service eau potable : vision globale des marges de manœuvre



Le graphe ci-dessus propose de croiser 3 données financières : le niveau de dette, l'autofinancement (en ordonnée, qui inclut les montants d'assainissement et d'agence de l'eau) et le prix du service d'eau, base 120m³ (en abscisse).

Montchaboud est entourée (triangle jaune). L'année 2011 est une année exceptionnelle qui ne traduit pas l'activité du service. Montchaboud est représentée ici pour l'année 2010, qui traduit plus une activité structurelle du service.

Son extinction de dette est de 5,5 ans (entre 5 et 10 ans, étoile verte) et elle dégagait en 2011 un autofinancement de 0,20 €/m³ facturé, pour un prix de l'eau de 1,36 €/m³.

Cela traduit *a priori* une assez bonne santé financière du service d'eau.

En effet, le prix pratiqué est légèrement élevé sur le territoire mais il permet de dégager un autofinancement limité de 20cts/m³ facturés. L'autofinancement nette est d'ailleurs très variable chaque année (-2k€ en 2008, 13 k€ en 2009, 3 k€ en 2010 et -8 k€ en 2011).

Le niveau de dette est de 50,5 € en 2010. La durée d'extinction de la dette est de 5,5 ans en 2010 ce qui est tout à fait raisonnable pour un service d'eau.

Quelles marges de manœuvre en cas de besoin d'investissement ?

S'il devait financer de nouveaux travaux, le service pourrait soit s'autofinancer, soit contracter un nouvel emprunt. L'autofinancement trop limité pour financer des travaux de renouvellement (CAF = 3k€ en 2010 et semble variable). Pour dégager davantage d'autofinancement, Montchaboud dispose d'une marge de manœuvre en termes d'augmentation du prix de l'eau. Cette solution serait intéressante pour des investissements réguliers à moyen terme.

Pour un investissement ponctuel, une bonne marge de manœuvre reste disponible en matière d'emprunt.

A long terme, afin d'anticiper les possibles pics de renouvellement dus au vieillissement simultané des conduites, et dans le cadre des préconisations de la Directive Cadre Européenne 200/60/CE, le service peut envisager la possibilité de provisionner pour financer ces futurs travaux.